

<https://www.elcorreo.eu.org/GEAB-no-70-2013-les-premiers-pas-dans-un-monde-d-apres-en-plein-chaos>

# **GEAB n° 70 : 2013, les premiers pas dans un « monde d'après » en plein chaos.**

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : lundi 17 décembre 2012

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---



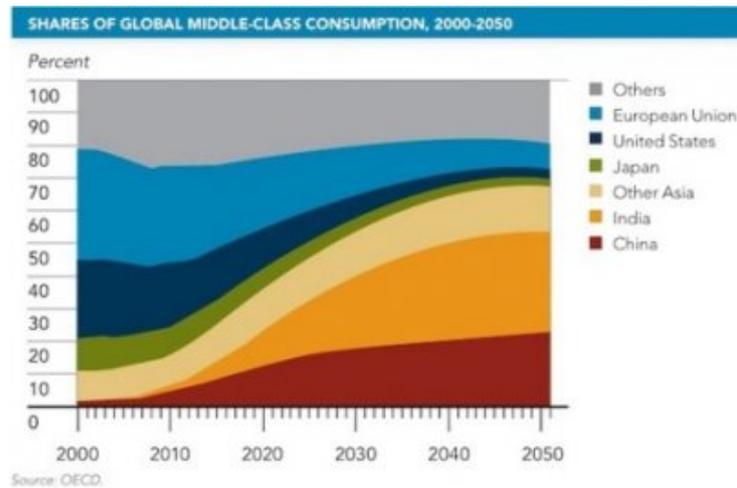
**La dislocation géopolitique actuelle, largement anticipée par LEAP/E2020 depuis février 2009 (GEAB n°32), se traduit par une fragmentation du monde qui va s'accélérer l'année prochaine sur fond de récession mondiale. La fin du leadership des anciennes puissances va provoquer en 2013 un chaos mondial, duquel commence déjà à émerger le monde d'après.**

Ce sera une année sombre pour les États-Unis, perdant leur statut d'unique superpuissance et incapables d'influencer la construction d'une nouvelle gouvernance mondiale. Car, si tous les acteurs cherchent désespérément des solutions pour tirer leur épingle du jeu, seuls les pays et régions qui se sont préparés à affronter ce choc peuvent espérer peser dans l'émergence du monde d'après. Des alliances de toute nature (CELAC, UNASUR, MERCOSUR, ALBA, CAN, ALADI, ALENA, OEA, UA, NEPAD, SADC, COMESA, CEDEAO, UEMOA, CEMAC, Ligue Arabe, UE, AELE, ASEAN, APT, EAC, BRICS, CASSH, Union Eurasienne, etc.) reflètent ainsi ces tentatives ; mais celles-ci sont plus ou moins avancées, plus ou moins homogènes, et résisteront plus ou moins à la tempête qui s'annonce.

Avec l'Euroland, né de la crise et se renforçant à chaque tempête telle une usine marée motrice, l'Asie et l'Amérique du Sud sont les mieux armées pour sortir gagnants du grand « remaniement » mondial, tandis que les vieilles puissances, comme les États-Unis, le Royaume-Uni, Israël, le Japon, etc..., qui ratent tous les trains de l'adaptation au monde multipolaire de l'après-crise, se retrouvent totalement démunies. Car on assiste à une extraordinaire ouverture du jeu mondial, qui offre de nombreuses opportunités aux acteurs prêts à les saisir. On le voit au Moyen-Orient où les peuples tentent d'en profiter pour modifier la région selon leurs aspirations ; on le voit aussi avec les BRICS bien sûr qui avancent leurs pions face aux puissances déclinantes ; on le voit enfin en Europe à qui chaque nouvel assaut de la crise procure l'énergie pour s'adapter aux défis de demain.

Puisque la situation économique (récession) et géopolitique (tensions extrêmes au Moyen-Orient, mais aussi en Asie [1], etc.) rend l'année 2013 difficile et très dangereuse, et les dérapages probables, les régions relativement plus stables bénéficieront de cette situation qui les rendra plus attractives. Tout est relatif bien sûr mais la violence du monde en 2013 fera apparaître l'Euroland comme un des rares havres de paix, de stabilité, de confort... et pour les investisseurs comme l'un des rares lieux dans le monde offrant une certaine visibilité sur l'avenir [2]. Cette réalité constituera un puissant moteur de sortie de crise pour l'Europe en 2013.

Un rapprochement de l'Euroland avec les BRICS, autre formation porteuse d'avenir, pèserait ainsi favorablement dans l'indispensable [3] réforme de la nouvelle gouvernance mondiale. La tenue du prochain G20 en septembre à Saint-Pétersbourg, hors de l'influence occidentale pour la première fois, est l'occasion de traiter enfin ces sujets primordiaux de gouvernance mondiale et notamment du système monétaire international. Car en 2014, les régions les mieux adaptées seront déjà en route pour le monde d'après.



## Proportion des pays dans la consommation mondiale, 2000-2050

– Source : Business Insider/OCDE

Dans ce GEAB n°70, notre équipe analyse cette fragmentation et cette restructuration en commençant par la région qui catalyse les tensions actuellement, le Moyen-Orient. Une large part est aussi dévolue à l'Europe qui, via l'Euroland, poursuit son entrée dans le monde d'après. Pour comprendre les évolutions de l'Euroland, il faut comprendre celles de l'un de ses acteurs majeurs, l'Allemagne, et nous menons donc une étude approfondie du paysage politique en Allemagne et des élections de 2013. Nous présentons également notre évaluation annuelle des risques-pays et l'évaluation de nos anticipations de 2012, avant de donner nos recommandations opérationnelles et les résultats du GlobalEuromètre.

Dans ce communiqué public du GEAB N°65, notre équipe a choisi de présenter ses analyses concernant l'Euroland.

## Le profilage de l'Euroland dans le monde d'après la crise

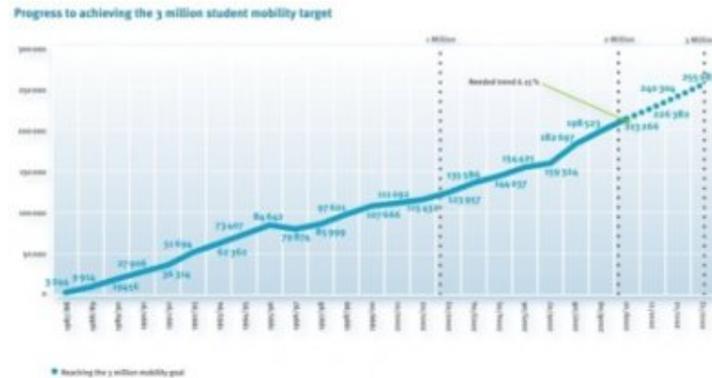
La guerre médiatique contre l'euro a eu ceci de bon qu'elle a forcé l'Euroland à mettre en œuvre les réformes nécessaires pour surmonter la crise. Bien sûr, pas de révolution ici, on joue selon les « règles du jeu » [4], c'est-à-dire sans effaroucher les marchés. Pas non plus de déclarations fulgurantes, mais des compromis [5] trouvés au bout de longues discussions, suivis d'actions solides. Et petit à petit les structures sont en place pour renforcer l'Euroland. Le contraste avec l'immobilisme américain est saisissant. Cela ne doit pour autant pas occulter les difficultés de la Grèce et de l'Espagne par exemple : personne n'a dit qu'il était indolore de se remettre de l'éclatement d'une bulle immobilière historique et d'une crise systémique globale, et ces pays bénéficieraient d'ailleurs de plus d'aide technique ou d'expertise de la part des autres pays européens. Mais globalement la situation s'améliore, la nouvelle restructuration de la dette grecque est un succès [6], les déficits diminuent en Grèce et en Espagne [7], l'Italie a été remise sur les rails par Monti [8], les médias anglo-saxons eux-mêmes ne parlent plus d'une éventuelle sortie de la Grèce de la zone euro et, fait nouveau, les médias américains font même l'éloge des progrès européens [9]... Que l'on ne se méprenne pas, 2013 sera difficile pour une Europe en récession. Mais que ce soit grâce à l'union bancaire qui entrera en fonction début 2014, à l'intégration politique accrue ou au mécanisme européen de stabilité (MES), l'indépendance de l'Euroland s'affirme [10]. On le voit par exemple par les désaccords avec le FMI au sujet de la Grèce [11] : d'ici 2015, le MES aura suffisamment de crédibilité et de compétences pour renvoyer le FMI s'occuper des pays en voie de développement (ou de sauver les États-Unis ou l'Angleterre) et traiter seul les problèmes européens. Ce découplage avec les institutions du « monde d'avant » et les États-Unis permet à l'Euroland d'aller de l'avant en engageant une dynamique constructive pour s'adapter au « monde d'après » grâce à des outils taillés sur

mesure. Signe visible du découplage et de l'indépendance de l'Euroland, malgré les vives critiques, les solutions adoptées face à la crise sont aux antipodes de celles pratiquées aux États-Unis. C'est en effet « l'austérité » [12] qui prévaut en Europe et qui lui évite le dérapage budgétaire US. La résistance de l'Euroland passe aussi par la mutualisation des dettes publiques. Avec le lancement des « *project bonds* » [13] destinés à financer des projets d'infrastructure dans l'Union Européenne, une mutualisation accrue est en cours et la voie est ouverte aux euro-obligations. Une chancelière allemande affaiblie après les élections de 2013, comme nous le verrons, aura peu de latitude pour refuser des euro-obligations demandée par le SPD qui se retrouvera dans la coalition gouvernementale. Puisque seule la voix de l'Allemagne manquait à ce sujet, au-delà de l'union bancaire, 2014 sera donc l'année des euro-obligations. D'ailleurs Angela Merkel lâche déjà du lest au sujet de la dette grecque [14], cédant sur un sujet sensible pour les Allemands malgré l'approche des élections ; c'est bien sûr dans son intérêt de s'assurer du bon fonctionnement de la zone euro, large débouché de ses exportations. Enfin, loin d'être un repoussoir comme aimeraient le faire croire les médias anglo-saxons, la zone euro est au contraire attractive malgré la crise : la Pologne souhaite devenir membre [15], les éventuelles velléités séparatistes régionales n'envisagent pas l'avenir sans l'euro [16]... Signe de plus qu'elle fait partie du monde d'après et qu'elle est une zone de visibilité dans cette crise, elle permet en outre d'abriter les pays membres des tensions géopolitiques.

## Euroland : en route vers l'union politique

Ainsi, avec les progrès accomplis et malgré une légère récession en 2013, selon LEAP/E2020, la fin de l'année prochaine marquera la sortie de crise de l'Euroland. La tempête mondiale de 2013 chahutera mais ne déstabilisera pas un Euroland bien arrimé et de plus en plus solide. S'ils ne seront pas encore tous visibles, les mécanismes de sortie de la crise se mettront en place dès 2013 pour traverser cette période en continuant à se renforcer, et permettront une claire reprise en 2014.

Pour que la sortie de crise soit durable néanmoins, la nécessaire démocratisation doit être entreprise. C'est d'ailleurs ce que demande le parlement européen [17]. Paradoxalement, celle-ci est aidée par la marginalisation des partis nationaux classiques : en France, l'UMP explose [18] comme anticipé dans le GEAB n°64 ; au Royaume-Uni, Ukipp fait de l'ombre aux Tories [19] ; en Allemagne, la CSU et la CDU sont elles aussi empêtrées dans « leurs » scandales [20]... Cette marginalisation s'explique par l'intégration accrue de l'Euroland : il est devenu désormais évident aux yeux de tous que le pouvoir se situe au niveau européen et non plus aux niveaux nationaux. C'est donc naturellement que les partis s'europanisent, et Barroso a demandé aux partis politiques de présenter aux élections européennes un même « candidat principal » dans l'ensemble des pays [21], une vraie révolution après 30 ans de complète surdité aux questions de démocratisation [22] des institutions européennes ! Ces élections de 2014, année de la reprise, seront ainsi le catalyseur de l'émergence de l'Euroland. Un mot du programme Erasmus, aujourd'hui menacé de baisse budgétaire en conséquence des mesures d'austérité. Les politiques n'ont tout de même plus beaucoup le sens politique !! En pleine crise de l'Euro, gérée certes efficacement mais à l'encontre de tout principe démocratique, au prix de plans de rigueur parfois très pénibles pour les populations et dans un contexte de chômage endémique, en particulier celui des jeunes, le seul et unique repère positif européen, à savoir le programme Erasmus, va perdre non seulement des moyens financiers [23] mais encore son nom [24]... Si une réforme en profondeur de ce programme de mobilité étudiante, vieux de plus de 20 ans, s'impose pour l'adapter aux immenses enjeux de l'Europe au XXIème siècle [25], son nom doit bien évidemment être conservé (on ne se sépare pas d'une équipe qui gagne) et son budget suffisamment augmenté pour garantir sa pérennité sur la nouvelle période budgétaire qui va tout de même de 2014 à 2020, et donc bien au-delà de la crise. Un peu de vision que diantre !



**Nombre d'étudiants Erasmus chaque année ;  
objectif de 3 millions d'étudiants cumulés**

– Source : Europa.eu

Cependant les logiques politiques nationales sont bien sûr toujours à l'œuvre également, et les avancées européennes se font aussi à l'aune du rapport de force entre les pays. L'arrivée de François Hollande, en redonnant une voix à la France que Nicolas Sarkozy, totalement affidé à Merkel, lui avait fait perdre, a permis à d'autres voix de s'élever, a cassé la polarisation entre le moteur franco-allemand et les autres, bref a rouvert le débat en Europe, et il était temps. Mais la puissance économique de l'Allemagne, en comparaison notamment de la morosité de l'économie française, confère à Angela Merkel une influence certaine.

Nous analysons d'ailleurs dans la partie suivante l'avenir politique de l'Allemagne et notamment les élections fédérales qui se tiennent à l'automne 2013. D'ici là, la chancelière sera en campagne et évitera tout risque inutile ou toute proposition qui pourrait déplaire à ses électeurs. Dans une année difficile, il faudra alors que les autres chefs de gouvernement réussissent à convaincre une chancelière hésitante. Dans une moindre mesure, cette situation perdurera ensuite car Angela Merkel sera fragilisée après les élections. À cet égard, le déblocage des discussions multilatérales en Europe est un signe très positif.

[GEAB n° 70](#), 15 Décembre 2012

[1] Par exemple le lancement de la fusée nord-coréenne (source : [The Guardian](#) , 13/12/2012) ou la dispute sino-japonaise autour des îles controversées (voir par exemple [Le Monde](#) , 13/12/2012).

[2] En cela, l'Euroland dans le chaos mondial de 2013 présentera bien des ressemblances avec la Suisse pendant les guerres européennes du siècle dernier.

[3] « Indispensable » car, comme l'a conclu le séminaire Euro-BRICS organisé les 27-28 septembre dernier à Cannes par LEAP et le MGIMO, sans gouvernance mondiale renouée intégrant harmonieusement la nouvelle diversité des puissances globales, le chaos de 2013 aboutira à un monde non plus multipolaire mais constitué de blocs concurrents porteurs d'immenses dangers géopolitiques.

[4] Tout en modifiant lentement ces « règles » pour qu'elles ne soient plus uniquement celles des marchés : régulation bancaire, encadrement des agences de notation, etc.

[5] Comme prévu par LEAP/E2020, l'élection de François Hollande en France a permis la reprise des débats et discussions en Europe. Cela contraste avec Sarkozy qui suivait aveuglément Merkel et frustrait ainsi tous les autres pays qui n'avaient pas leur mot à dire face à ce « moteur » franco-allemand. L'arrivée du nouveau gouvernement a été vécue par la totalité des autres européens comme un véritable soulagement et une bouffée d'oxygène.

[6] Source : [Le Monde](#) , 13/12/2012

[7] Sources : [Greek Reporter](#) (11/12/2012) et [Business Standard](#) (05/12/2012).

[8] Monti devrait rester influent malgré le coup de théâtre de Berlusconi qui a peu de chances d'être élu. Source : [Le Nouvel Observateur](#) , 11/12/2012

[9] Lire par exemple [Bloomberg](#) (11/12/2012), [CNBC](#) (23/11/2012), [FoxBusiness](#) (28/11/2012), etc.

[10] Les médias US en parlent eux-mêmes : [CNBC](#) (26/11/2012) titre The Euro Zone Is 'Shaping Up Quite Well' en relatant un rapport sur les progrès accomplis par l'Euroland.

[11] Source : [Der Spiegel](#), 21/11/2012

[12] L'austérité reste toutefois mesurée dans beaucoup de pays ; dans les autres, il s'agit d'obtenir les mêmes effets qu'une dévaluation monétaire que les règles de la zone euro ne permettent pas de réaliser.

[13] Source : [Parlement européen](#) , 05/07/2012

[14] Source : [Le Monde](#) , 03/12/2012

[15] Source : [Le Monde](#) , 30/11/2012

[16] Source : [RTBF](#) , 20/11/2012

[17] C'est d'ailleurs en partie ce qui peut expliquer la différence entre les sondages et les résultats des élections en Catalogne : à la dernière minute, le débat s'est porté sur le risque de sortie de l'Europe et de la zone euro de l'éventuelle nouvelle région souveraine (source [elPeriodico](#), 22/11/2012). À eux deux, les partis séparatistes CiU et ERC ont alors perdu un siège au total contrairement aux craintes du raz-de-marée séparatiste annoncé.

[18] Source : [Le Figaro](#), 26/11/2012

[19] Source : [The Guardian](#), 26/11/2012

[20] Voir infra.

[21] Source : [Euractiv](#), 17/09/2012

[22] Nous savons de quoi nous parlons : pendant près de 30 ans, la démocratisation de l'Union Européenne fut de cheval de bataille de notre Directeur des Etudes et de la Stratégie, Franck Biancheri, décédé le 30 octobre dernier, qui mena un combat bien inégal contre des institutions et des systèmes politiques européens et nationaux complètement rétifs à toute évolution dans ce domaine. Il y a 6 ans, en voyant s'amonceler à l'horizon les nuages de la crise systémique globale, Franck Biancheri sut qu'il tenait enfin l'outil de cette démocratisation : la crise elle-même allait débloquer le projet d'intégration politique en mettant sur les rails un nouveau moteur de la construction européenne, allégé du Royaume-Uni et donc à nouveau apte à faire avancer l'union politique : l'Euroland.

[23] Source : [Le Monde](#) , 05/10/2012

[24] Le regroupement des différents programmes éducatifs européens (Comenius, Leonardo, Erasmus, etc...) a d'abord donné lieu au nom d' « Erasmus pour tous » puis à celui de « Yes for Europe ». Apparemment, il existe des Européens à Bruxelles pour estimer que, pour un programme éducatif européen, le nom du grand humaniste néerlandais du XVème siècle ce n'est pas assez bien... il fallait au moins un « Yes for Europe », peut-être même un « Yeah-ropé » !! Il est urgent de ramener à la raison ce genre de « saboteur d'Europe »...

[25] En 2003, Franck Biancheri, qui fut aussi l'un des pères d'Erasmus, écrivait par exemple cet article intitulé : « Erasmus... et après ? », [Europe 2020](#)